

*Discours de Bettino Craxi*

Je pense que l'Internationale socialiste devrait dire, tout à fait clairement, que la politique de l'actuel gouvernement israélien entrave toute perspective de paix, viole les droits des peuples et qu'elle a, à plusieurs reprises, enfreint les lois internationales et porté atteinte aux droits de l'homme.

La présence du Parti travailliste dans le gouvernement israélien ne devrait nous amener ni à atténuer ni à suspendre ce jugement mais plutôt nous inciter à encourager nos camarades à faire tout ce qui est en leur pouvoir et, suivant les lignes directrices qu'il leur appartient de tracer, pour parvenir à une situation différente, à un changement radical d'orientation politique, pour ouvrir une nouvelle perspective crédible de dialogue, de négociation, de paix et à le faire d'urgence. Il faut toute la myopie des extrémistes et des fanatiques pour ne pas comprendre que la grave situation d'aujourd'hui ne fait que préparer le pire pour demain, tandis que l'aspiration majeure devrait être celle de remettre aux plus jeunes une paix sûre et non pas une guerre potentielle. Nous savons tous – ou nous devrions savoir – que le devoir des plus forts est d'être plus responsables, plus généreux, plus prévoyants, tout comme nous savons que la violence du terrorisme – sous quelque forme qu'elle se manifeste – et celle des *blitz* militaires n'ouvriront jamais les voies de la paix.

On ne peut pas ne pas percevoir, dans toute son intensité dramatique, l'inquiétude qui envahit l'opinion publique mondiale, la grande préoccupation qui prévaut en Europe et dans toute la partie du monde arabe encline à rechercher la paix et qui estime possible et nécessaire une solution du problème palestinien dans une perspective et avec une garantie de paix.

Les dommages provoqués par ce conflit à tous ceux qui y sont directement impliqués, à ceux qui vivent dans les régions voisines et en subissent les effets par contre-coup, sont trop importants pour ne pas nous inciter, une fois encore, à réagir, du fait que nous sommes pleinement conscients de ce que les dangers futurs sont plus grands encore. C'est de nouveau l'escalade et tout cela n'est ni raisonnable, ni juste, ni acceptable.

Israël a le droit de vivre en paix, à l'intérieur de frontières sûres et garanties, il a le droit d'être pleinement reconnu par ses voisins avec lesquels il doit pouvoir vivre en paix, et il a le droit à la reconnaissance complète et définitive dans toutes les relations internationales, mais il ne peut ni ne doit prétendre à rien d'autre.

Au siècle dernier, Metternich aimait aussi soutenir, à propos de l'indépendance italienne,

que l'Italie n'était qu'une entité géographique, alors que l'Italie était un peuple et une nation qui revendiquait ses propres droits.

Les Palestiniens sont un peuple qui aspire à devenir une nation, à avoir une patrie et un État. Lorsqu'ils prennent conscience de leur propre identité, les peuples refusent la domination étrangère et, plus encore, les occupations militaires qui durent des décennies. Tôt ou tard, l'heure de la révolte finit toujours par arriver et contre les révoltes populaires rien ne sert : ni l'arrestation ou la mise à mort de leurs chefs, ni le fait de taxer d'enragés les élites politiques et les organisations militantes qui interprètent la conscience généralisée d'un droit et d'une cause nationale, même lorsqu'elles se seraient rendues responsables d'erreurs tragiques. Et, à la longue, comme l'histoire l'enseigne, la suprématie des moyens militaires ne sert pas davantage.

Dès l'aube du mouvement socialiste, la « question nationale » et la « question sociale » ont été étroitement liées dans une vision de liberté et de progrès, d'indépendance et d'émancipation, et c'est sur cette base que s'est constituée la solidarité internationale qui a conduit à la fraternisation entre les pionniers et les pères du socialisme européen et international.

Et c'est là la raison fondamentale, morale et de principe qui nous pousse à épauler la recherche d'une solution à la « question palestinienne » qui est une « question nationale » et non pas seulement une question humanitaire. Cette solution peut et doit être définie sous des formes qui ne seront pas incompatibles avec les droits d'un peuple et d'un État qui nous sont également chers et dont nous connaissons l'histoire douloureuse et héroïque, émaillée de souffrances et de sacrifices. Le problème immédiat est d'empêcher une aggravation de la situation. Le problème à plus long terme consiste à indiquer le terrain propice et les conditions nécessaires pour entreprendre une négociation qui prenne en compte aussi bien la question fondamentale que l'ensemble des questions qui sont sur le tapis et qui aboutisse à l'instauration d'un état de paix définitif.

Personne ne se dissimule la complexité, la difficulté et surtout les résistances infinies qui, réunies, sont toujours parvenues à ériger un mur contre lequel sont allées se briser, l'une après l'autre, toutes les initiatives politico-diplomatiques de bonne volonté, comme pour démontrer et pour convaincre que les choses ne peuvent ni ne pourront jamais changer.

Celui qui pense et agit de cette façon est le pire ennemi de la paix. La paix requiert le courage d'induire des changements profonds et significatifs. Elle postule la restitution aux Arabes des territoires arabes habités par des populations arabes, et c'est dans ce cadre que doivent trouver une solution aussi bien le problème palestinien que la question de la sécurité d'Israël. Les plans de paix échouent l'un après l'autre par défaut de volonté politique, mais aussi par suite de l'incapacité de regarder au loin, vers l'avenir. Cependant cette œuvre, cette recherche doit continuer et s'intensifier précisément lorsque le tableau semble devenir plus sombre et désespéré.

Quinconque veut la paix doit agir de telle sorte que les parties en conflit parviennent à se reconnaître réciproquement. Toutes les parties en conflit. Les Palestiniens et les États arabes savent désormais qu'Israël est un État et que c'est là une réalité qui ne peut être remise en question. Ils le savent et, parfois même, ils le disent, mais pas sous la forme voulue et solennelle qui, en revanche, est nécessaire.

Les Israéliens savent que l'OLP est l'organisation qui dirige cette lutte palestinienne. Il n'y a pas d'autre direction. Elle a acquis une représentativité et une légitimité qui lui sont, en fait, reconnues au plan international, dans tout le monde arabe et, sous des formes diverses, à l'Est comme à l'Ouest.

Les Israéliens le savent, mais ils refusent de l'admettre ou, parfois, ils le subordonnent au préalable d'une reconnaissance à leur égard. Il faudra, tôt ou tard, surmonter cet obstacle et en arriver forcément, sous cet aspect, à une nouvelle réalité politico-diplomatique.

Une conférence internationale entre les parties concernées, dans le cadre et avec la pré-

sence de l'ONU, serait certainement l'instance la mieux appropriée pour le déroulement d'une négociation de paix et pour une définition de nouveaux aménagements dans cette région.

Nous soutenons, nous aussi, cette proposition, conscients toutefois de la nécessité de faire mûrir les conditions les meilleures en vue de son succès.

Il faut donc accepter le principe de la conférence, préparer la conférence, créer les conditions les plus favorables et les solutions les plus claires pour rendre plus aisée l'issue de la conférence.

L'histoire des relations internationales abonde en conférences qui se transforment en dialogues de sourds, traînent durant des années et finissent au cimetière des conférences.

En vertu de quoi, j'ai toujours estimé nécessaire et fondamental un éclaircissement essentiel des rapports jordano-palestiniens, non pas en vue d'une rencontre éphémère de bonnes intentions, mais pour la définition d'un engagement ferme et définitif dans le cadre d'un projet politico-institutionnel commun.

Un projet comportant la constitution de deux États souverains se limitant d'eux-mêmes en se conférant des pouvoirs communs au sein d'une unité confédérale supérieure. Deux Parlements, librement élus, deux gouvernements et un gouvernement de la Confédération. Une édification d'un État qui, loin d'être artificielle et fictive, serait cimentée par de nombreux éléments communs appartenant à l'histoire de cette région, des populations qui l'habitent, de la religion commune et de la langue commune, et unies, en outre, par un intérêt économique commun fondamental à opérer sur un espace plus vaste et donc plus propice à l'amorce de nouveaux processus économiques de développement.

Une confédération jordano-palestinienne dont la naissance devrait s'accompagner d'un lien de garanties contraignantes pour la paix et la sécurité de la région. La réalisation d'un projet de cette nature pourrait constituer une véritable et solide construction de paix. Certes, ce n'est pas là la seule solution possible, mais toutes les autres me paraissent, à bien y regarder, plus difficiles, plus incertaines, plus fragiles.

Si, pour faire avancer un processus de paix, il faut du temps, le temps devra travailler pour la paix et non pour son contraire.

Si une période de transition s'avérait nécessaire dans le gouvernement des territoires occupés, elle devrait s'écouler d'une façon pacifique et susceptible de consolider la confiance, la compréhension et de faire mûrir la prise de conscience des problèmes, la préparation à la nouvelle situation de paix.

Une autonomie administrative locale, hors de toute perspective d'indépendance totale, est trop chargée d'ambiguïté pour s'avérer convaincante et être acceptée par ceux qui ne veulent pas s'écarter de leur objectif.

C'est pourquoi il a été fait allusion à une éventuelle garantie internationale, et j'ai moi-même suggéré l'idée d'un engagement de garantie de la part de l'Europe communautaire sous l'égide de l'ONU, par la mise à exécution du rôle de garantie prévu par la déclaration de principes de Venise.

Quoi qu'il en soit, ce qui importe c'est qu'il faut se rendre compte que le problème existe et qu'une solution devra être trouvée. En examinant la réalité à laquelle nous sommes confrontés, il me semble que je parle de choses lointaines. Le panorama est malheureusement dominé aujourd'hui par des scènes de violence, par des actes de guerre, par des mesures coercitives, par des déclarations de fermeture, par un climat d'opposition et de haine.

Tout cela doit changer. Tout cela doit finir. Et nous nous demandons quand cela pourra se faire. L'Internationale doit remplir son rôle, avec une grande clarté de principes et d'intentions, avec un engagement renouvelé, en endossant l'uniforme qui lui est propre : celui de messager de paix et de défenseur des droits des peuples. Je souhaite, de tout cœur,

que nos camarades israéliens sachent assumer le rôle de protagonistes et d'interprètes de ce besoin de paix, de cette volonté de changement. Toute complicité, de leur part, avec une politique erronée et dépourvue de perspectives est un acte de faiblesse, une renonciation, un pas en arrière.

Et nous voudrions les voir accomplir un grand pas en avant, nous voudrions les voir écrire une page d'apaisement, de compréhension et de paix. Une page tout à fait différente de celles que nous sommes contraints de lire. Une page qui, si elle était écrite, serait destinée à resplendir dans le livre de l'histoire d'Israël et dans celui de la paix entre les peuples.